

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

F. 83 — 999 (83 — 884)

16 MAI 1983. — Arrêté ministériel portant création d'une Commission communautaire consultative hospitalière pour la Communauté germanophone. — Errata

Moniteur belge n° 101 du 27 mai 1983, page 6997, texte allemand :

Dans le préambule, troisième ligne dudit arrêté il faut lire « 1982 » au lieu de « 1922 ».

A l'article 8, troisième ligne, entre les mots « Sprache » et « Anfrage » sont à insérer les mots « zuständigen Premierminister innerhalb von zwei Monaten nach ».

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

N. 83 — 999 (83 — 884)

16 MEI 1983. — Ministerieel besluit houdende oprichting van een Communautaire Adviescommissie inzake ziekenhuizen voor de Duitstalige Gemeenschap. — Errata.

Belgisch Staatsblad nr. 101 van 27 mei 1983, blz. 6997, Duitse tekst :

In de inleiding, derde regel van dit besluit dient te worden gelezen « 1982 » in plaats van « 1922 ».

In artikel 8 moeten op de derde regel tussen de woorden « Sprache » en « Anfrage », de woorden « zuständigen Premierminister innerhalb von zwei Monaten nach », worden ingevoegd.

GLEICHLAUTENDE ÜBERSETZUNG

DIENSTE DES PREMIERMINISTERS

D. 83 — 999 (83 — 884)

16. MAI 1983

Ministerieller Erlass zur Schaffung eines Gemeinschaftsbeirates für das Krankenhauswesen in der deutschsprachigen Gemeinschaft
Errata

Belgisches Staatsblatt Nr. 101 vom 27. Mai 1983, Seite 6997, deutsche Fassung :

In der Einleitung, dritte Linie dieses Erlasses ist statt « 1922 », « 1982 » zu lesen.

In Artikel 8, dritte Linie sind zwischen den Wörtern « Sprache » und « Anfrage », die Worte « zuständigen Premierminister innerhalb von zwei Monaten nach » einzufügen.

EXECUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 83 — 1000

15 JUIN 1983. — Arrêté de l'Exécutif Régional Wallon portant approbation des dispositions modificatives du cadre et du règlement organique du personnel de la Société de Développement régional pour la wallonie

L'Exécutif Régional Wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Vu la loi-cadre du 13 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique, notamment l'article 15;

Vu l'arrêté royal du 17 septembre 1973 portant organisation du contrôle des Sociétés de Développement régional, notamment l'article 7;

Vu l'arrêté royal du 17 septembre 1973 portant approbation des statuts de la Société de Développement régional pour la Wallonie;

Vu l'arrêté royal du 3 mars 1977 portant approbation du cadre et du règlement organique du personnel de la Société de Développement régional pour la Wallonie, tels que modifiés par les dispositions approuvées par l'arrêté royal du 1er juillet 1980;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif Régional Wallon;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 12 mars 1982 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, Membres de l'Exécutif Régional Wallon, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 17 novembre 1982;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 22 avril 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif Régional Wallon;

Vu l'avis du Comité de Consultation syndicale de la Société de Développement régional pour la Wallonie du 13 juin 1983;

Vu la décision du Conseil d'administration de la Société de Développement régional pour la Wallonie du 14 juin 1983;

Vu la délibération de l'Exécutif Régional Wallon du 15 juin 1983;

Arrête :

Article 1er. Les dispositions modificatives du cadre et du règlement organique du personnel de la Société de Développement régional pour la Wallonie sont approuvées, telles qu'elles figurent en annexe du présent arrêté.

Art. 2. Le Présent arrêté entre en vigueur le jour de sa parution au Moniteur belge.

Art. 3. Le Ministre-Président de la Région Wallonne chargé de l'Economie et le Ministre de la Région Wallonne pour le Budget et l'Energie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 juin 1983.

Le Ministre de la Région Wallonne
chargé de l'Economie,

J.-M. DEHOUSSE

Le Ministre de la Région wallonne
pour le Budget et l'Energie,

Ph. BUSQUIN

Annexe

*Dispositions modificatives du cadre et du règlement organique
du personnel de la Société de Développement Régional pour la Wallonie (S.D.R.W.)
adoptées par le conseil d'administration lors de sa réunion en date du 14 juin 1983*

Article 1er. Le cadre du personnel de la S.D.R.W., approuvé par l'arrêté royal du 3 mars 1977 et modifié par des dispositions approuvées par l'arrêté royal du 1er juillet 1980, est augmenté des emplois suivants :

— Conseiller	10
— Ingénieur principal chef de service	1
— Conseiller adjoint-chef de service	2
— Ingénieur principal ou informaticien principal	4
— Conseiller-adjoint	5
— Ingénieur ou informaticien	5
— Secrétaire d'administration	10
— Secrétaire d'administration statisticien	2
— Ingénieur industriel	1
— Traducteur réviseur	2
— Adjoint de secrétariat 1ère classe	3
— Géomètre ou conducteur de travaux	4
— Chef administratif	8
— Gestionnaire de bibliothèque	2
— Conservateur (doc. sur ordinateur)	1
— Secrétaire principal de direction ou sous-chef de bureau	24
— Traducteur	1
— Secrétaire de direction	3
— Vérificateur comptable	2
— Gradué en informatique	4
— Rédacteur comptable	1
— Dessinateur	2
— Rédacteur	3
— Chef opérateur-mécanographe de 1ère classe	1
— Chef d'atelier de 1ère classe	2
— Chef opérateur-mécanographe de 2e classe	1
— Commis sténodactylographe chef	2
— Commis dactylographe chef	5
— Commis chef	3
— Opérateur mécanographe de 1ère classe ou commis technique	4
— Commis principal	1
— Commis sténodactylographe	5
— Commis dactylographe	11
— Commis	9
— Classeur	2

Art. 2. L'échelle des traitements de chacun des grades repris dans le cadre du personnel figurant à l'article 1er est fixée comme suit :

— Conseiller	13.2
— Ingénieur principal chef de service	12.2
— Conseiller adjoint chef de service	12.1
— Ingénieur principal ou informaticien principal	11.6
— Conseiller adjoint	11.3
— Ingénieur ou informaticien	10.3
— Secrétaire d'administration	10.1
— Secrétaire d'administration statisticien	10.1
— Ingénieur industriel	10.1
— Traducteur-réviseur	10.1

— Adjoint de secrétariat 1ère classe	25.4
— Géomètre ou conducteur de travaux	24.8
— Chef administratif	24.1
— Gestionnaire de bibliothèque	22.4
— Conservateur (doc. sur ordinateur)	22.4
— Secrétaire principal de direction ou sous-chef de bureau	22.4
— Traducteur	22.2
— Secrétaire de direction	21.2
— Vérificateur comptable	21.1
— Gradué en informatique	20sp ou 22sp
— Rédacteur comptable	20.2
— Dessinateur	20.2
— Rédacteur	20.1
— Chef opérateur-mécanographe de 1ère classe	35.2
— Chef opérateur-mécanographe de 2e classe	34.5
— Chef d'atelier de 1ère classe	34.5
— Commis sténodactylographe chef	34.2
— Commis dactylographe chef	34.1
— Commis chef	34.1
— Opérateur mécanographe de 1ère classe ou commis technique	32.5
— Commis principal	32.1
— Commis sténodactylographe	30.2
— Commis dactylographe	30.1
— Commis	30.1
— Classeur	42.1

Art. 3. Les dispositions relatives au recrutement fixées par le règlement organique du personnel, annexé à l'arrêté royal du 3 mars 1977 portant approbation du cadre et du règlement organique du personnel de la S.D.R.W., ne sont pas applicables aux premières nominations effectuées dans le cadre du personnel figurant à l'article 1er, ainsi qu'aux emplois vacants existant dans le cadre de la S.D.R.W.

Art. 4. Les agents sont nommés dans le cadre du personnel figurant à l'article 1er du présent règlement après avoir été recrutés suite à un appel aux candidatures publié au *Moniteur belge*.

Ils sont affectés à l'exécution des missions déléguées relatives au service de la Présidence de l'Exécutif Régional Wallon, à la rénovation des sites d'activité économique désaffectés, à la valorisation des énergies, au budget, à la comptabilité, aux relations extérieures, aux études, à l'informatique et aux statistiques et à la qualité de la vie.

Art. 5. § 1er. Les articles 13 et 15 du règlement organique du personnel, annexé à l'arrêté royal du 3 mars 1977 portant approbation du cadre et du règlement organique du personnel de la S.D.R.W., ne sont pas applicables aux premières nominations effectuées dans le cadre du personnel figurant à l'article 1er.

§ 2. Pour le calcul des services admissibles pour la fixation du traitement des agents nommés en application de l'article 4, les prestations effectuées dans le secteur public sont valorisées intégralement et les services prestés dans le secteur privé sont valorisés à concurrence de la moitié et sans plafond.

Art. 6. § 1er. Sont abrogés l'article 12 du règlement organique du personnel, annexé à l'arrêté royal du 3 mars 1977 portant approbation du cadre et du règlement organique du personnel de la S.D.R.W., ainsi que l'article 6 des dispositions modificatives du cadre et du règlement organique du personnel de la S.D.R.W., adoptées par le conseil d'administration lors de ses réunions du 10 mars et du 14 avril 1980 et approuvées par l'arrêté royal du 1er juillet 1980.

§ 2. Après qu'il aura été procédé aux nominations visées à l'article 4, les emplois prévus au cadre du personnel, annexé à l'arrêté royal du 3 mars 1977 portant approbation du cadre et du règlement organique du personnel de la S.D.R.W. et à l'article 1er des dispositions modificatives du cadre et du règlement organique du personnel de la S.D.R.W. et à l'article 1er des dispositions modificatives du cadre et du règlement organique de la S.D.R.W., approuvées par l'arrêté royal du 1er juillet

1980 et les emplois prévus au cadre figurant à l'article 1er du présent arrêté, ne sont accessibles que par la voie de nomination par changement de grade et par la voie de promotion.

§ 3. Par dérogation au § 2, les emplois de directeur général et de directeur d'administration prévus au cadre du personnel annexé à l'arrêté royal du 3 mars 1977 portant approbation du cadre et du règlement organique du personnel de la S.D.R.W. sont supprimés au moment où leur titulaire n'y est plus affecté.

Art. 7. L'article 16 du règlement organique du personnel annexé à l'arrêté royal du 3 mars 1977 portant approbation du cadre et du règlement organique du personnel de la S.D.R.W. n'est pas applicable aux agents nommés en vertu de l'article 4 du présent arrêté (à l'exception des agents issus d'un service public).

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif Régional Wallon du 15 juin 1983.

Le Ministre-Président de la Région Wallonne,
chargé de l'Economie,

J.-M. DEHOUSSE

Le Ministre de la Région Wallonne
pour le Budget et l'Energie,

Ph. BUSQUIN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 83 — 1000

16. JUNI 1983. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Genehmigung der Bestimmungen zur Abänderung des Stellenplans und der Personalgrundordnung der Regionalen Entwicklungsgesellschaft für die Wallonie

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen;

Aufgrund des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisation der Planung und wirtschaftlichen Dezentralisierung, insbesondere des Artikels 15;

Aufgrund der Königlichen Erlasses vom 17. September 1973 zur Organisation der Kontrolle der Regionalen Entwicklungsgesellschaften, insbesondere des Artikels 7;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 17. September 1973 zur Genehmigung der Statuten der Regionalen Entwicklungsgesellschaft für die Wallonie;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 3. März 1977 zur Genehmigung des Stellenplans und der Personalgrundordnung der Regionalen Entwicklungsgesellschaft für die Wallonie, abgeändert durch die im Königlichen Erlass vom 1. Juli 1980 genehmigten Bestimmungen;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regionalexekutive;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 12. März 1982 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive, abgeändert durch den Erlass der Exekutive vom 17. November 1982;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 22. April 1982 zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Wallonischen Regionalexekutive;

Aufgrund des Gutachtens des Gewerkschaftlichen Beratungsausschusses der Regionalen Entwicklungsgesellschaft für die Wallonie vom 13. Juni 1983;

Aufgrund des Entschlusses des Verwaltungsrates der Regionalen Entwicklungsgesellschaft für die Wallonie vom 14. Juni 1983;

Aufgrund der Beratung der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. Juni 1983,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Die Bestimmungen zur Abänderung des Stellenplans und der Personalgrundordnung der Regionalen Entwicklungsgesellschaft für die Wallonie sind genehmigt, so wie sie im Anhang dieses Erlasses erwähnt sind.

Art. 2. Dieser Erlass tritt in Kraft am Tage der Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt.

Art. 3. Der Minister-Präsident der Wallonischen Region, der mit der Wirtschaft beauftragt ist, und der Minister der Wallonischen Region für Haushalt und Energie sind, jeder was ihn betrifft, mit der Ausführung dieses Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 15. Juni 1983.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region,
der mit der Wirtschaft beauftragt ist,

J.-M. DEHOUSSE

Der Minister der Wallonischen Region
für Haushalt und Energie,

Ph. BUSQUIN

Anhang

**Bestimmungen Zur Abänderung des Stellenplans
und der Personalgrundordnung der Regionalen Entwicklungsgesellschaft für die Wallonie (R.E.G.W.),
die der Verwaltungsrat in seiner Sitzung vom 14. Juni 1983 angenommen hat**

Artikel 1. Der Stellenplan der R.E.G.W., der durch den Königlichen Erlass vom 3. März 1977 genehmigt wurde und durch Bestimmungen abgeändert wurde, die durch den Königlichen Erlass vom 1. Juli 1980 genehmigt wurden, wird um folgende Stellen erweitert:

— Berater	10
— Hauptingenieur-Abteilungsleiter	1
— Beigeordneter Berater-Abteilungsleiter	2
— Hauptingenieur oder Hauptdatenverarbeiter	4
— Beigeordneter Berater	5
— Ingenieur oder Datenverarbeiter	5
— Verwaltungssekretär	10
— Verwaltungssekretär-Statistiker	2
— Industrieingenieur	1
— Übersetzer-Revisor	2
— Sekretariatsbeigeordneter 1. Klasse	3
— Landmesser oder Bauführer	4
— Verwaltungsthef	8
— Bibliotheksverwalter	2
— Konservator (Dok. auf Computer)	1
— Hauptdirektionssekretär oder Bürountervorsteher	24
— Übersetzer	1
— Direktionssekretär	3
— Überprüfer-Buchhalter	2
— Graduierter in Datenverarbeitung	4
— Sachbearbeiter-Buchhalter	1
— Zeichner	2
— Sachbearbeiter	3
— Chefoperator-Mechanograph 1. Klasse	1
— Werkstattleiter 1. Klasse	2
— Chefoperator-Mechanograph 2. Klasse	1
— Chefkommis-Stenodaktylograph	2
— Chefkommis-Daktylograph	5
— Chefkommis	3
— Operator Mechanograph 1. Klasse oder technischer Kommis	4
— Hauptkommis	1
— Kommis-Stenodaktylograph	5
— Kommis-Daktylograph	11
— Kommis	9
— Klassierer	2

Art. 2. Die Lohntabelle eines jeden Grades des in Artikel 1 aufgeführten Stellenplans wird folgendermassen festgelegt :

— Hauptingenieur-Abteilungsleiter	12.2
— Berater	13.2
— Beigeordneter Berater-Abteilungsleiter	12.1
— Hauptingenieur oder Hauptdatenverarbeiter	11.6
— Beigeordneter Berater	11.3
— Ingenieur oder Datenverarbeiter	10.3
— Verwaltungssekretär	10.1
— Verwaltungssekretär-Statistiker	10.1
— Industrieingenieur	10.1
— Übersetzer-Revisor	10.1

— Sekretariatsbeigeordneter 1. Klasse	25.4
— Landmesser oder Bauführer	24.8
— Verwaltungschef	24.1
— Bibliotheksverwalter	22.4
— Konservator (Dok. auf Computer)	22.4
— Hauptdirektionssekretär oder Bürountervorsteher	22.4
— Übersetzer	22.2
— Direktionssekretär	21.2
— Überprüfer-Buchhalter	21.1
— Graduierter in Datenverarbeitung	20 sp oder 22 sp
— Sachbearbeiter-Buchhalter	20.2
— Zeichner	20.2
— Sachbearbeiter	20.1
— Chefoperator-Mechanograph 1. Klasse	35.2
— Chefoperator-Mechanograph 2. Klasse	34.5
— Werkstattleiter 1. Klasse	34.5
— Chefkommis-Stenodaktylograph	34.2
— Chefkommis-Daktylograph	34.1
— Chefkommis	34.1
— Operator-Mechanograph 1. Klasse oder technischer Kommis	32.5
— Hauptkommis	32.1
— Kommis-Stenodaktylograph	30.2
— Kommis-Daktylograph	30.1
— Kommis	30.1
— Klassierer	42.1

Art. 3. Die durch die Personalgrundordnung festgelegten Bestimmungen bezüglich der Anwerbung, die dem Königlichen Erlass vom 3. März 1977 zur Genehmigung des Stellenplans und der Personalgrundordnung der R.E.G.W. beigefügt wurden, sind nicht anwendbar auf die ersten Ernennungen, die im Rahmen des in Artikel 1 aufgeführten Stellenplans vorgenommen werden, und auch nicht auf die im Stellenplan der R.E.G.W. vorhandenen offenen Stellen.

Art. 4. Die Bediensteten werden im Rahmen des im Artikel 1 des in der vorliegenden Ordnung aufgeführten Stellenplans ernannt, nachdem sie infolge eines im Belgischen Staatsblatt veröffentlichten Aufrufs an Bewerber angeworben wurden.

Sie werden eingesetzt zur Ausführung der übertragenen Aufgaben bezüglich des Dienstes der Präsidentschaft der Wallonischen Regionalexekutive, der Erneuerung stillgelegter wirtschaftlicher Gelände, der Aufwertung der Energien, des Haushaltes, der Buchführung, der Aussenbeziehungen, der Studien, der Datenverarbeitung, der Statistiken und der Lebensqualität.

Art. 5. § 1 Die Artikel 13 und 15 der dem Königlichen Erlass vom 3. März 1977 zur Genehmigung des Stellenplans und der Personalgrundordnung der R.E.G.W. beigefügten Personalgrundordnung sind nicht anwendbar auf die ersten Ernennungen, die im Rahmen des in Artikel 1 aufgeführten Stellenplans vorgenommen werden.

§ 2 Für die Berechnung der annehmbaren Dienste zur Festlegung des Gehaltes der in Anwendung von Artikel 4 ernannten Bediensteten werden die im Öffentlichen Sektor geleisteten Dienste integral und die im Privatsektor geleisteten Dienste bis zur Hälfte und ohne Höchstgrenze berechnet.

Art. 6. § 1 Ausser Kraft gesetzt sind die Artikel 12 der dem Königlichen Erlass vom 3. März 1977 zur Genehmigung des Stellenplans und der Personalgrundordnung der R.E.G.W. beigefügten Personalgrundordnung, sowie Artikel 6 der Bestimmungen zur Abänderung des Stellenplans und der Personalgrundordnung der R.E.G.W., die vom Verwaltungsrat in seinen Sitzungen vom 10. März und vom 14. April 1980 angenommen und durch den Königlichen Erlass vom 1. Juli 1980 genehmigt wurden.

§ 2. Nachdem die in Artikel 4 aufgeführten Ernennungen vollzogen wurden, sind die Stellen, die im Stellenplan vorgesehen sind, der dem Königlichen Erlass vom 3. März 1977 bezüglich der Genehmigung des Stellenplans und der Personalgrundordnung der R.E.G.W. und dem Artikel 1 der Bestimmungen zur Abänderung des Stellenplans und der Personalgrundordnung der

R.E.G.W. beigefügt ist und durch den Königlichen Erlass vom 1. Juli 1980 genehmigt wurde, sowie die Stellen, die in dem in Artikel dieses Erlasses aufgeführten Stellenplan vorgesehen sind nur zugänglich mittels Ernennung durch Änderung der Ranges und mittels Beförderung.

§ 3 In Abweichung von § 2 werden die Stellen des Generaldirektors und des Verwaltungsdirektors, die im Stellenplan vorgesehen sind, der dem Königlichen Erlass vom 3. März 1977 zur Genehmigung des Stellenplans und der Personalgrundordnung der R.E.G.W. beigefügt ist, gestrichen, sobald ihr Inhaber dieses Amt nicht mehr ausübt.

Art. 7. Artikel 16 der dem Königlichen Erlass vom 3. März 1977 zur Genehmigung des Stellenplans und der Personalgrundordnung der R.E.G.W. beigefügten Personalgrundordnung ist nicht anwendbar auf die gemäss Artikel 4 dieses Erlasses ernannten Bediensteten, (mit Ausnahme derjenigen aus einem öffentlichen Dienst.)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. Juni 1983 beigefügt zu werden.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region,
der mit der Wirtschaft beauftragt ist,

J.-M. DEHOUSSE

Der Minister der Wallonischen Region
für Haushalt und Energie,

Ph. BUSQUIN

—
VERTALING
—

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 83 — 1000

15 JUNI 1983. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende goedkeuring van de wijzigingsbepalingen van de formatie en van het organiek reglement van het personeel van de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor Wallonië

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de kaderwet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 september 1973 houdende organisatie van de controle op de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappijen, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 september 1973 houdende goedkeuring van de statuten van de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor Wallonië;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 maart 1977 houdende goedkeuring van de formatie en van het organiek reglement van het personeel van de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor Wallonië, zoals gewijzigd door de bepalingen goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 1 juli 1980;

Gelet op het besluit van de Executieve van 27 januari 1982 houdende regeling van de werking van de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 12 maart 1982 houdende verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, leden van de Waalse Gewestexecutieve, zoals gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 17 november 1982;

Gelet op het besluit van de Executieve van 22 april 1982 houdende regeling van de ondertekening van de akten van de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op het advies van de Syndicale Raad van Advies van de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor Wallonië van 13 juni 1983;

Gelet op de beslissing van de Raad van Beheer van de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor Wallonië van 14 juni 1983;

Gelet op de beslissing van de Waalse Gewestexecutieve van 15 juni 1983,

Besluit :

Artikel 1. De wijzigingsbepalingen van de formatie en van het organiek reglement van het personeel van de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor Wallonië worden goedgekeurd, zoals ze op de bijlage van onderhavig besluit voorkomen.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Art. 3. De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewest belast met de Economie en de Minister van het Waalse Gewest voor Begroting en Energie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 juni 1983.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest
belast met de Economie,

J.-M. DEHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest
voor Begroting en Energie,

Ph. BUSQUIN